



HAL
open science

Les économistes à la recherche des causes et des conséquences de la paix

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les économistes à la recherche des causes et des conséquences de la paix. Cahiers de l'Espace Europe, 1994. hal-02532078

HAL Id: hal-02532078

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02532078>

Submitted on 4 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les économistes à la recherche des causes et des conséquences de la paix

Jacques Fontanel

**Les Cahiers de l'Espace Europe
N°4 – Mars 1994**

Résumé : Les dépenses militaires sont souvent analysées comme des dépenses improductives, un fardeau social. C'est oublier qu'elles sont supposées apporter une sécurité aux citoyens d'un pays. S'agit-il d'un gaspillage, d'une aubaine industrielle, la conséquence d'un système suffisamment juste pour ne pas favoriser les tensions guerrières. Tout désarmement suppose des procédures qu'il convient de respecter sous peine de remettre en cause la paix elle-même. Plusieurs chercheurs réfléchissent sur l'économie de la paix, notamment l'UNIDIR, ECAAR ou, en France, le CEDSI de Grenoble.

Military spending is often analysed as unproductive spending, a social burden. This is to forget that they are supposed to provide security to the citizens of a country. Is this a waste, an industrial windfall, the consequence of a system that is just enough not to promote war threats. Any disarmament presupposes procedures that must be followed; otherwise the peace itself may be called into question. Several researchers are reflecting on the economics of peace, in particular UNIDIR, ECAAR or, in France, CEDSI in Grenoble.

Mots clés : Peace, war, arms race, Defense, Security
Paix, guerre, course aux armements, défense, sécurité

Les dépenses militaires, improductives, constituent un fardeau social pour l'ensemble de l'humanité. Dans ces conditions, le désarmement apparaît généralement comme une mesure favorable au développement économique des Nations. Cette thèse triviale a pourtant été contestée par quelques économistes, qui suggèrent notamment que le désarmement n'a de sens que dans certaines périodes historiques particulières : la disparition du mode de production capitaliste pour Marx, la fin du «socialisme vécu» pour les néo-classiques ou la disparition du sous-développement pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International. Les fameux «dividendes d'un désarmement» sans changement des structures socio-économiques apparaissent alors particulièrement faibles et volatiles. Or, les économistes ne se sont pas toujours intéressés à cette question, notamment parce qu'elle fait appel à des analyses pluridisciplinaires se prêtant mal à la modélisation et parce qu'elle rappelle l'existence de pouvoirs «discrétionnaires» faiblement compréhensibles par une analyse économique décidée à devenir une science. Les conflits ne s'arrêtent pas à la production d'armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. L'analyse économique de la défense ne produit pas de résultats indiscutables. Elle s'inscrit dans le corps même de l'économie politique, avec tous ses débats et ses contradictions. Il est intéressant de rappeler très brièvement les grands courants de la pensée économique sur l'armement et la défense nationale, avant de mettre en évidence les nouvelles organisations préoccupées par les considérations économiques de la paix.

1) Les débats des économistes sur la paix

De manière prosaïque, les Etats doivent protéger leurs richesses, mais en situation de paix les gouvernants doivent tenir compte du nécessaire équilibre entre une dépense qui peut s'avérer paupérisante et le maintien, à terme, de la sécurité nationale. Il y a donc un choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain. Les dépenses militaires sont souvent jugées improductives, justifiées par les seules contraintes de la sécurité. Dans ce contexte, une procédure de désarmement semble, *ceteris paribus*, favorable au développement économique. Cette thèse a pourtant été contestée par des économistes aussi différents que Marx, List ou Keynes, mais aussi par les programmes contemporains de construction d'une industrie nationale d'armement en Inde et au Brésil fondés sur les politiques gouvernementales de l'import-substitution et des industries «industrialisantes». En outre, Staline et ses successeurs ont pensé que la course aux armements affaiblissait les économies de marché et créait les conditions de renversements politiques dans les démocraties, le monde occidental ne pouvant simultanément préserver son mode de vie et produire d'énormes capacités militaires. La coexistence des deux systèmes économiques capitalistes et socialistes, à la fois impérialistes et antagoniques, a été jugée impossible à long terme, rendant ainsi improbable un désarmement et une situation de paix durable. La coexistence pacifique était analysée comme un moment de l'histoire et la guerre victorieuse d'un mouvement socialiste était considérée comme une avancée vers la paix. Dans ces conditions, le désarmement n'a pas de valeur pacifique particulière. Par contre, on peut s'interroger sur sa relation avec le développement économique. Le désarmement est-il la cause ou la conséquence des facteurs économiques ? Si le désarmement est une décision «discrète» de nature politique, la réduction des dépenses militaires est conçue comme une variable instrumentale ou exogène modifiant les conditions de la croissance économique. Si au contraire, les facteurs économiques conditionnent le processus de désarmement, celui-ci devient plutôt une conséquence d'un état de crise économique de la société. Avec les raisonnements habituels fondés sur l'économie cosmopolite, la science économique moderne a tendance à gommer tous les conflits non économiques. Nous retiendrons pourtant cinq types de théories contradictoires (J. Fontanel, 1991) :

a) *La défense armée, facteur de développement*

Dans ce type de théorie, le désarmement ne peut pas s'accompagner d'un développement. Pour les mercantilistes, la puissance du Prince est le principal objectif de toute économie nationale. Dans ces conditions, l'optimum économique n'a pas de signification en soi, car il est toujours préférable pour une Nation d'être moins riche

si les autres Etats sont proportionnellement encore plus pauvres. La défense d'un pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse enrichit la Nation. Dans ces conditions, le désarmement n'a pas de sens.

Ces idées seront reprises, sous d'autres formes, par List, partisan inconditionnel du système national d'économie politique, qui suggère que le laissez-faire libéral conduit à la domination des plus forts et que les Nations doivent se protéger des dominations étrangères.

Pour Bouthoul, la guerre est un mal nécessaire, qui permet d'apporter une solution cruelle à la croissance démographique excessive. Elle est irremplaçable en ce qu'elle assure les fonctions de rééquilibrage et de réajustement socio-démographiques. Cette proposition est élargie par Mandel qui estime qu'en créant la pénurie artificielle, les conflits ou les menaces de guerre suppriment le chômage et ils accélèrent le progrès technique. Dans son fameux rapport sur l'utilité des guerres, un groupe d'experts américain s'est interrogé sur les effets négatifs sur l'économie et la société américaines d'une procédure de désarmement, car la subordination des citoyens est dépendante de la sécurité internationale, la menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales, les facteurs susceptibles d'accomplir les fonctions sociales des conflits armés et les rapports de domination sur les autres Etats sont essentiels pour la richesse des grandes puissances. Pour Jacques Attali, la guerre est même la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. Le conflit permet la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. Dans ces conditions, le désarmement passe par une transformation profonde des modes de production dominants.

Les analyses modernes de la théorie des jeux appliquée aux relations internationales, la thèse de l'échange inégal d'Arrighi Emmanuel, la théorie du sous-développement comme produit du développement des grandes puissances ou les concepts de guerre économiques sont autant de réflexions qui perpétuent cette analyse économique en termes de pouvoir. L'économie est un champ de guerre et les instruments économiques sont des armes (boycott, embargo, effets de domination, menace d'intervention, règles économiques imposées, aide internationale conditionnée, etc...). En conclusion, toute procédure de désarmement qui ne se limite pas à réduire le surarmement ne va pas nécessairement dans le sens du progrès humain et économique.

b) La défense armée comme contrainte politique et gaspillage économique

Pour les grands classiques anglais, l'intervention de l'Etat dans l'économie doit être minimale, car les individus ont des intérêts complémentaires dans le cadre de la liberté généralisée des échanges. La guerre et sa préparation sont des variables expliquées

de l'esprit de monopole et à ce titre aussi bien Adam Smith que David Ricardo condamneront la pensée mercantiliste dominée par la volonté d'hégémonie du Prince. Les conflits armés sont analysés comme des phénomènes exclusivement politiques. Cependant, la constitution de forces militaires est recommandée pour assurer la souveraineté des Etats menacés par les économies moins développées. Les processus unilatéraux de désarmement des pays riches sont dangereux, compte tenu des convoitises dont ils font l'objet. Ricardo souhaite l'existence d'un désarmement négocié, car il considère que la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit inéluctablement à la guerre.

Malthus analyse la guerre comme le résultat d'un développement économique insuffisant eu égard à la croissance de la population. S'il reconnaît qu'à court terme, un accroissement des dépenses militaires peut augmenter la demande globale et donc exercer des effets positifs sur l'ensemble de l'économie, à plus long terme, du fait de la paupérisation qu'il engendre inéluctablement, il est une source fondamentale de conflits. Pour les Classiques anglais, le développement généralisé précède le désarmement. Ces idées seront reprises par les libéraux français, Jean-Baptiste Say en tête considérant que la politique libre-échangiste favorise le désarmement et vice-versa. Les socialistes utopiques (Saint-Simon, Fourier, Proudhon) du XIXe siècle ont même développé l'idée selon laquelle, avec l'émergence de la classe industrielle, la guerre doit disparaître, car elle élimine le paupérisme, véritable cause des conflits.

De manière générale, la plupart des économistes libéraux considèrent que la fonction militaire doit être limitée à son minimum, de façon à améliorer les performances d'économie nationales en lutte contre la rareté. Ainsi U. Nef considère que la paix stimule l'activité économique des Etats et Seymour Melman en contrepoint, souligne les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie américaine : perte de compétitivité, développement de la bureaucratie, diminution de l'investissement productif, apparition de complexes militaro-industriels. Dans cette conception, le désarmement favorise le développement, mais inversement, il ne peut y avoir de désarmement généralisé sans un développement économique universel. Pour Saadet Deger ou Nicole Ball, l'armement des pays en voie de développement est une cause de sous-développement. Certes, la production nationale des armes présente quelques avantages comme l'économie de devises rares, la maîtrise technologique et la mise en oeuvre d'une politique d'industrialisation. Cependant, les effets d'éviction sont souvent très coûteux et les armes produites, pour être compétitives en termes de prix, doivent être exportées, avec tous les risques qu'une telle activité fait encourir à l'ensemble de l'économie nationale. Nous avons déjà eu l'occasion d'insister sur le caractère profondément négatif des industries d'armement dans les pays sous-développés, comme d'ailleurs, dans de nombreux pays développés.

Pour Marx et Engels, la paix et donc le désarmement n'ont pas de vertu morale en eux-mêmes. La guerre et les conflits appartiennent au champ de la superstructure et ils sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. Le désarmement n'est souhaitable que s'il peut engendrer un développement économique provoqué par la rupture radicale avec le capitalisme et l'émergence du socialisme. Poursuivant cette analyse, Rosa Luxembourgeois estimait aussi que l'effort militaire est très utile au développement des économies capitalistes, d'abord comme catalyseur de l'accumulation primitive ; ensuite comme instrument de domination coloniale ; enfin comme facteur hégémonique de lutte entre les pays capitalistes pour se partager le monde. Pour Lénine, l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, était nécessairement marqué par les guerres totales, et l'exploitation capitaliste du monde rendait impossible tout processus non conjoncturel de désarmement, en dehors de l'avènement du socialisme. Ces thèses ont été reprises par des auteurs contemporains.

Pour Baran et Sweezy, les dépenses militaires servent à absorber le surplus économique que le capitalisme monopoliste secrète ; la course aux armements est alors conforme à la logique du capitalisme qui cherche, par les dépenses improductives, à maintenir un rapport constant entre la production et la demande solvable. Le surplus peut être absorbé par la consommation des capitalistes, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont plus efficaces dans ce rôle ; en effet, elles sont conformes au capitalisme en ne redistribuant pas des revenus à ceux dont la productivité est faible, tout en stimulant les valeurs collectives. La thèse de l'économie des armes permanentes considère que les dépenses militaires exercent une influence positive sur les profits, la technologie capitaliste et la demande de travail. Les conflits sont immanents au capitalisme, seules leurs expressions évoluent. L'idée d'un désarmement n'est pas satisfaisante dans le cadre d'un capitalisme triomphant.

«L'approche de la demande effective» de Pivetti considère que des dépenses militaires élevées ne sont pas seulement la cause directe de la croissance et un des principaux facteurs des performances relativement bonnes de l'économie américaine, mais aussi que ces dépenses sont utiles pour maintenir un faible niveau d'emploi. Plus précisément, il argumente que :

1) Le capitalisme est caractérisé par une propension relativement faible à consommer et comme il devient de plus en plus riche, ceci provoque une aggravation du problème de la demande effective.

2) Parce que les décisions d'épargne et d'investissement sont indépendantes, l'excès d'épargne ne peut pas être absorbé par l'investissement.

3) Ceci conduit à un écart entre la demande effective et le potentiel productif, ce qui provoque une tendance à la stagnation et à un découragement supplémentaire à investir.

4) Les dépenses militaires ont le privilège presque unique d'être capable de réduire cet écart. Elles n'accroissent pas le potentiel productif, elles ne se substituent pas aux dépenses privées mais elles se présentent comme des dépenses additionnelles qui stimulent l'investissement. Cette analyse reste contestable, notamment sur le point de savoir si les économies occidentales militarisées ont effectivement ou non bénéficié de ce mécanisme d'équilibre du système.

d) Le désarmement négocié dans le cadre d'une coexistence de puissances économiques antagonistes

L'analyse keynésienne s'est plus intéressée aux conséquences économiques et sociales de la course aux armements, qu'aux conditions sociales et politiques du désarmement. Pour elle, les dépenses militaires réduisent le potentiel national d'investissement et en situation de plein emploi, le dilemme entre le beurre et les canons reste d'actualité. Les dépenses militaires n'en restent pas moins utiles pour l'amélioration de la sécurité internationale. En généralisant à l'excès, les keynésiens ont réduit leur analyse à une conception purement politique et conjoncturelle de la sécurité nationale, laissant une place importante au désarmement négocié.

Pour l'analyse néo-classique, il existe dans chaque société une fonction de bien-être social maximisée sous contraintes. Les dépenses de sécurité participent à la définition de cet optimum. La course aux armements n'est rationnelle que si elle peut s'opposer à l'impérialisme du socialisme. Les théories des modèles de course aux armements, dans la lignée du modèle de Richardson, montrent que les budgets de préparation à la guerre accroissent les probabilités des conflits armés. La force militaire constitue un important instrument de redistribution des droits de consommation entre les pays. La dissuasion peut favoriser l'établissement d'un équilibre stable, mais elle peut aussi conduire inexorablement à la guerre. Les résultats économétriques indiquent cependant que les influences politico-bureaucratiques sont plus fortes dans la détermination des dépenses militaires que les rivalités internationales.

e) Les analyses contemporaines du désarmement

L'économie contemporaine est un champ de guerre et une limitation de l'effort de défense peut conduire à un changement progressif de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins. Désarmement et développement exercent des relations simultanées, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, le désarmement apparaît plutôt comme

une conséquence du développement. Dans ces conditions, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays les plus pauvres et même dans certains cas, par une redistribution plus équitable des ressources mondiales. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale. Il ne sert donc à rien de négocier un désarmement, si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer les causes de la course aux armements.

Grâce à l'étude de l'UNIDIR, on est passé des dividendes de la paix à l'investissement de la paix. En effet, «les dividendes de la paix» ne sont pas toujours distribuables, notamment lorsque les bénéfices économiques attendus sont nuls ou négatifs.

- Par exemple, la destruction des stocks d'armes ou la vérification des accords sont des opérations immédiatement coûteuses.

- Ensuite, une suppression des stocks militaires ne garantit pas la limitation des capacités de destruction, car les Etats peuvent être incités à améliorer la qualité de leurs produits et donc à accroître leurs dépenses militaires, par le triple effet d'une réduction des économies d'échelle, du développement des coûts de recherche-développement nécessaires à la définition de nouvelles armes et d'un effet de substitution vers la production d'armes non concernées par l'accord.

- En outre, les accords de désarmement qui impliquent des injonctions à choisir de préférence des armes défensives ont pour conséquence l'accélération de l'obsolescence des produits militaires dissuasifs existants ; ce qui suppose des coûts supplémentaires et des engagements financiers très importants car les armes défensives sont plus onéreuses que les armes offensives.

Il est donc nécessaire d'inclure dans tout accord de désarmement, la réduction des dépenses militaires ; elle peut provoquer la suppression de programmes d'armements entiers, alors qu'un accord physique conduit à sauvegarder, quel qu'en soit le coût, un programme réduit à de faibles quantités de matériels.

En matière de production de matériels militaires, leur conversion immédiate en productions civiles s'avère souvent inadéquate, pour des raisons technologiques (inadaptation rapide d'une technologie militaire sophistiquée aux contraintes d'une production de masse), commerciales (le marché est déjà fortement encombré), ou économiques (le coût des produits issus de la conversion n'étant pas compétitifs). Les partisans de la conversion directe (de l'épée aux charrues) considèrent qu'il existe souvent des opportunités importantes dans le secteur civil qui n'ont pas été exploitées. Cependant, plusieurs situations économiques bien connues peuvent tempérer leur argumentation :

- i) les coûts excessifs de la conversion des installations industrielles et du recyclage des forces de travail et de la gestion ;
- ii) les coûts d'entrée prohibitifs dans les marchés civils ;

iii) les coûts de changement d'une culture industrielle dépendante de la politique de défense du gouvernement à une culture basée sur l'entreprise, le risque et la recherche des opportunités les plus profitables sur les marchés compétitifs ;

L'économie est devenue un instrument de pouvoir dans les rapports conflictuels des Etats. Une procédure de désarmement qui ne prendrait pas en compte, au moins pour les pays les plus pauvres très fragiles, l'arme économique est vouée à l'échec. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures de défense et des solidarités internationales. Plusieurs stratégies ont été utilisées et elles sont d'autant plus efficaces que les degrés de liberté dans la sphère économique des pays en développement sont faibles. La stratégie de la rupture, notamment l'embargo, est un instrument de représailles ou de dissuasion qui a pour objectif de déstabiliser l'économie du pays rival. La stratégie de l'enserrement vise à développer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix, la dissuasion de l'agression venant des nouvelles solidarités économiques ainsi créées. Cette stratégie est susceptible d'avoir des effets positifs si effectivement elle conduit à réduire les inégalités internationales, causes importantes des conflits armés. Enfin, la stratégie de la domination conduit les pays dominants à influencer les pays dominés dans leurs décisions militaro-stratégiques. Les Etats-Unis utilisent souvent l'arme alimentaire à l'encontre des pays en voie de développement. Ils ont à la fois les moyens de créer la dépendance et la volonté d'utiliser la faiblesse des pays dominés pour améliorer à la fois les termes de l'échange et leur situation stratégique globale. L'arme alimentaire n'est pas nouvelle. De nos jours, la production mondiale de céréales pourrait fournir plus de 3000 calories à chaque personne. Pour éliminer la malnutrition, il suffirait de réorienter 2% de la production céréalière vers ceux qui en ont besoin. Selon le ministre de l'Agriculture de Ronald Reagan en 1981, l'arme alimentaire est l'arme la plus puissante dont les Etats-Unis disposent pour assurer la paix dans le monde. Dans ce cas, l'économie n'est plus la recherche du bien-être, c'est un moyen parmi d'autres d'assurer une domination sociale. Un désarmement qui négligerait le potentiel d'insécurité que constitue des armes et les injustices économiques ne serait pas durable. Pour Galbraith « dans la grande confrontation de la Guerre Froide entre le capitalisme et le communisme, pas un, comme je l'ai déjà observé ailleurs, n'a été tué, peu d'accidents, exécutions ou interdictions, si l'on met à part les dissidents éventuels. Dans les confrontations indirectes et par procuration au Vietnam ou en Afghanistan - les deux pays dans un état de paupérisation de base - des dizaines de milliers de personnes ont été tuées. Et avec les armes des terres aisées, des millions de personnes dans les pauvres pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique Latine ont été soit franchement massacrées, soit sont mortes des dévastations économiques qui sont la désespérante et douloureuse contrepartie des conflits et des luttes civiles ». Si le désarmement s'exprime par une destruction

de matériels militaires, il n'y aura pas de dividendes du désarmement, mais d'abord des coûts supplémentaires. Une première condition d'un désarmement réussi est la recherche commune d'un développement économique généralisé.

II) Les recherches sur l'économie de la paix

Il existe plusieurs instituts, centres de recherche ou associations se proposant de réfléchir sur l'économie de la paix. Il est évidemment impossible d'en faire un relevé exhaustif. Il faudrait citer notamment le SIPRI de Stockholm, le PRIO d'Oslo ou l'IISS de Londres, mais ces instituts se sont surtout intéressés aux considérations politico-stratégiques des conflits. D'autre part l'IDEA (International Defence Economics Association) a renouvelé l'intérêt des études économiques de défense, notamment avec la publication de deux ouvrages de base édités par Christian Schmidt, mais la publication de l'excellente revue «Defence Economics» (qui va devenir *Defence and Peace Economics* en 1994), éditée par Keith Hartley et Todd Sandler, constitue dorénavant sa principale activité. Nous retiendrons trois organismes particuliers qui nous semblent avoir eu un rôle non négligeable sur la connaissance économique des conditions de la paix : l'UNIDIR, le Centre d'Etudes de Défense et de Sécurité Internationale de Grenoble et ECAAR (En France ECCAR, Economistes Contre la Course aux Armements).

a) UNIDIR (*United Nations Institute for Disarmament Research*)

L'UNIDIR est un Institut de Recherche des Nations Unies sur le désarmement. Créé en 1980 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, il se propose de développer des recherches indépendantes sur toutes les questions du désarmement et de la sécurité internationale. Son activité consiste à fournir à la communauté internationale des informations complètes et diversifiées sur toutes les questions touchant à la sécurité internationale et à favoriser les négociations sur le désarmement. Il a présenté plusieurs recherches sur l'économie de la paix, notamment en engageant trois études intéressantes. La première, sous la responsabilité de Dietrich Fisher (1993), s'est intéressée aux conditions non-militaires de la sécurité. La seconde (1991), à l'instigation de Serge Sur, Directeur-Adjoint de l'UNIDIR, a fourni des recherches utiles sur la dimension économique des accords de désarmement. Enfin, la troisième, rédigée par Keith Hartley (1993), a plus généralement porté sur l'économie du désarmement.

- La plupart des études qui portent sur les problèmes de sécurité non-militaires omettent souvent d'insister sur leur dimension économique et se limitent à une réflexion rapide sur la pression démographique, les conflits ethniques, religieux ou idéologiques, la compétition pour les ressources naturelles, la dégradation de

de matériels militaires, il n'y aura pas de dividendes du désarmement, mais d'abord des coûts supplémentaires. Une première condition d'un désarmement réussi est la recherche commune d'un développement économique généralisé.

II) Les recherches sur l'économie de la paix

Il existe plusieurs instituts, centres de recherche ou associations se proposant de réfléchir sur l'économie de la paix. Il est évidemment impossible d'en faire un relevé exhaustif. Il faudrait citer notamment le SIPRI de Stockholm, le PRIO d'Oslo ou l'IISS de Londres, mais ces instituts se sont surtout intéressés aux considérations politico-stratégiques des conflits. D'autre part l'IDEA (International Defence Economics Association) a renouvelé l'intérêt des études économiques de défense, notamment avec la publication de deux ouvrages de base édités par Christian Schmidt, mais la publication de l'excellente revue «Defence Economics» (qui va devenir *Defence and Peace Economics* en 1994), éditée par Keith Hartley et Todd Sandler, constitue dorénavant sa principale activité. Nous retiendrons trois organismes particuliers qui nous semblent avoir eu un rôle non négligeable sur la connaissance économique des conditions de la paix : l'UNIDIR, le Centre d'Etudes de Défense et de Sécurité Internationale de Grenoble et ECAAR (En France ECCAR, Economistes Contre la Course aux Armements).

a) UNIDIR (*United Nations Institute for Disarmament Research*)

L'UNIDIR est un Institut de Recherche des Nations Unies sur le désarmement. Créé en 1980 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, il se propose de développer des recherches indépendantes sur toutes les questions du désarmement et de la sécurité internationale. Son activité consiste à fournir à la communauté internationale des informations complètes et diversifiées sur toutes les questions touchant à la sécurité internationale et à favoriser les négociations sur le désarmement. Il a présenté plusieurs recherches sur l'économie de la paix, notamment en engageant trois études intéressantes. La première, sous la responsabilité de Dietrich Fisher (1993), s'est intéressée aux conditions non-militaires de la sécurité. La seconde (1991), à l'instigation de Serge Sur, Directeur-Adjoint de l'UNIDIR, a fourni des recherches utiles sur la dimension économique des accords de désarmement. Enfin, la troisième, rédigée par Keith Hartley (1993), a plus généralement porté sur l'économie du désarmement.

- La plupart des études qui portent sur les problèmes de sécurité non-militaires omettent souvent d'insister sur leur dimension économique et se limitent à une réflexion rapide sur la pression démographique, les conflits ethniques, religieux ou idéologiques, la compétition pour les ressources naturelles, la dégradation de

de matériels militaires, il n'y aura pas de dividendes du désarmement, mais d'abord des coûts supplémentaires. Une première condition d'un désarmement réussi est la recherche commune d'un développement économique généralisé.

II) Les recherches sur l'économie de la paix

Il existe plusieurs instituts, centres de recherche ou associations se proposant de réfléchir sur l'économie de la paix. Il est évidemment impossible d'en faire un relevé exhaustif. Il faudrait citer notamment le SIPRI de Stockholm, le PRIO d'Oslo ou l'IISS de Londres, mais ces instituts se sont surtout intéressés aux considérations politico-stratégiques des conflits. D'autre part l'IDEA (International Defence Economics Association) a renouvelé l'intérêt des études économiques de défense, notamment avec la publication de deux ouvrages de base édités par Christian Schmidt, mais la publication de l'excellente revue «Defence Economics» (qui va devenir *Defence and Peace Economics* en 1994), éditée par Keith Hartley et Todd Sandler, constitue dorénavant sa principale activité. Nous retiendrons trois organismes particuliers qui nous semblent avoir eu un rôle non négligeable sur la connaissance économique des conditions de la paix : l'UNIDIR, le Centre d'Etudes de Défense et de Sécurité Internationale de Grenoble et ECAAR (En France ECCAR, Economistes Contre la Course aux Armements).

a) UNIDIR (*United Nations Institute for Disarmament Research*)

L'UNIDIR est un Institut de Recherche des Nations Unies sur le désarmement. Créé en 1980 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, il se propose de développer des recherches indépendantes sur toutes les questions du désarmement et de la sécurité internationale. Son activité consiste à fournir à la communauté internationale des informations complètes et diversifiées sur toutes les questions touchant à la sécurité internationale et à favoriser les négociations sur le désarmement. Il a présenté plusieurs recherches sur l'économie de la paix, notamment en engageant trois études intéressantes. La première, sous la responsabilité de Dietrich Fisher (1993), s'est intéressée aux conditions non-militaires de la sécurité. La seconde (1991), à l'instigation de Serge Sur, Directeur-Adjoint de l'UNIDIR, a fourni des recherches utiles sur la dimension économique des accords de désarmement. Enfin, la troisième, rédigée par Keith Hartley (1993), a plus généralement porté sur l'économie du désarmement.

- La plupart des études qui portent sur les problèmes de sécurité non-militaires omettent souvent d'insister sur leur dimension économique et se limitent à une réflexion rapide sur la pression démographique, les conflits ethniques, religieux ou idéologiques, la compétition pour les ressources naturelles, la dégradation de

de matériels militaires, il n'y aura pas de dividendes du désarmement, mais d'abord des coûts supplémentaires. Une première condition d'un désarmement réussi est la recherche commune d'un développement économique généralisé.

II) Les recherches sur l'économie de la paix

Il existe plusieurs instituts, centres de recherche ou associations se proposant de réfléchir sur l'économie de la paix. Il est évidemment impossible d'en faire un relevé exhaustif. Il faudrait citer notamment le SIPRI de Stockholm, le PRIO d'Oslo ou l'IISS de Londres, mais ces instituts se sont surtout intéressés aux considérations politico-stratégiques des conflits. D'autre part l'IDEA (International Defence Economics Association) a renouvelé l'intérêt des études économiques de défense, notamment avec la publication de deux ouvrages de base édités par Christian Schmidt, mais la publication de l'excellente revue «Defence Economics» (qui va devenir *Defence and Peace Economics* en 1994), éditée par Keith Hartley et Todd Sandler, constitue dorénavant sa principale activité. Nous retiendrons trois organismes particuliers qui nous semblent avoir eu un rôle non négligeable sur la connaissance économique des conditions de la paix : l'UNIDIR, le Centre d'Etudes de Défense et de Sécurité Internationale de Grenoble et ECAAR (En France ECCAR, Economistes Contre la Course aux Armements).

a) UNIDIR (*United Nations Institute for Disarmament Research*)

L'UNIDIR est un Institut de Recherche des Nations Unies sur le désarmement. Créé en 1980 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, il se propose de développer des recherches indépendantes sur toutes les questions du désarmement et de la sécurité internationale. Son activité consiste à fournir à la communauté internationale des informations complètes et diversifiées sur toutes les questions touchant à la sécurité internationale et à favoriser les négociations sur le désarmement. Il a présenté plusieurs recherches sur l'économie de la paix, notamment en engageant trois études intéressantes. La première, sous la responsabilité de Dietrich Fisher (1993), s'est intéressée aux conditions non-militaires de la sécurité. La seconde (1991), à l'instigation de Serge Sur, Directeur-Adjoint de l'UNIDIR, a fourni des recherches utiles sur la dimension économique des accords de désarmement. Enfin, la troisième, rédigée par Keith Hartley (1993), a plus généralement porté sur l'économie du désarmement.

- La plupart des études qui portent sur les problèmes de sécurité non-militaires omettent souvent d'insister sur leur dimension économique et se limitent à une réflexion rapide sur la pression démographique, les conflits ethniques, religieux ou idéologiques, la compétition pour les ressources naturelles, la dégradation de

du désarmement. Plusieurs études ont notamment été engagées sur le désarmement pour le développement, notamment avec Daniel Colard, Jacques Fontanel et Jean-François Guilhaudis (1981), la collaboration de plusieurs collègues étrangers comme Ron Smith de l'Université de Londres (1990), Keith Hartley de l'Université d'York (1992) ou Michael Ward de l'Université de Boulder (1993) et plusieurs thésards comme Jean-Pierre Matière, José Drummond-Saraiva (1986) ou Jean-Paul Hébert. Le Centre publie et diffuse la revue ARES ainsi que les Cahiers du CEDSI. Après avoir confirmé les difficultés de la conversion, le Centre a toujours défendu l'idée selon laquelle la notion de dividende du désarmement était inadéquate et devait être remplacée par celle, plus exacte, d'investissement de la paix. Les dernières études ont conduit le CEDSI à proposer plusieurs conseils pratiques pour que le désarmement ne crée pas de difficultés économiques conjoncturelles irréversibles.

Dix conclusions ou conseils pratiques ont été retenus comme base de réflexion.

- Le premier dividende du désarmement, c'est la paix.

- A court terme, il faut admettre que le désarmement n'est pas synonyme de croissance économique. Notamment, la conversion microéconomique ne produit que rarement des résultats économiquement satisfaisants. Si techniquement il est souvent possible de convertir, par contre se pose la question de la demande et de la surproduction ainsi que celle du coût élevé du matériel civil ainsi produit.

- Compte tenu de leur caractère improductif, il est incontestable que les dépenses militaires ont des effets négatifs sur la croissance mondiale à long terme. Les résultats des modèles mondiaux des effets économiques du désarmement sont révélateurs de l'intérêt économique d'une telle procédure, principalement dans le cadre d'un transfert partiel des ressources dégagées en faveur des pays du tiers monde.

- Tout désarmement implique une vérification des dépenses militaires. Les accords doivent porter sur la structure de ces dépenses et des estimations intertemporelles et internationales plus précises doivent être engagées.

- La réduction des dépenses militaires n'est pas un indicateur suffisamment fiable de la puissance stratégique d'un Etat. C'est pourquoi elle ne peut pas se substituer au désarmement physique. En effet, la sécurité d'un pays dépend de nombreux facteurs difficilement exprimables par les seules variables économiques : longueur des frontières, spécificités géographiques et démographiques nationales, solidarités internes des régions, importance des menaces, solidité des Alliances, etc..

- Une réduction des dépenses militaires ne peut pas être proportionnelle et globale. Pour être efficace, elle doit tenir compte des dépenses réelles et de leurs structures. Un processus de désarmement implique des rencontres régulières, prévues dès la signature de l'accord, et la signature d'avenants ou de nouvelles dispositions, lorsqu'elles paraissent mieux adaptées à l'ensemble des Parties.

- Toute procédure de désarmement implique un contrôle de la recherche-développement militaire, car la technologie spécifiquement militaire favorise l'accroissement des coûts de la défense (les dépenses de R&D militaires sont 20 fois supérieures à ce qu'elles sont dans le secteur civil).

- Un contrôle des ventes internationales d'armes s'impose, d'autant que les importations de matériels militaires dans les pays les plus démunis réduisent leur potentiel de développement.

- Les accords des sous-ensembles (économiques, stratégiques, politiques) de pays solidaires doivent être encouragés.

- Il faut rappeler l'importance du développement économique de toutes les Parties comme instrument essentiel de sécurité internationale. De nombreux conflits armés sont nés de problèmes économiques et la dernière guerre du Proche-Orient peut aussi trouver des explications dans la volonté des uns de récupérer la richesse insolente d'un voisin et dans le souhait des autres de ne pas laisser entre des mains ennemies les ressources pétrolières importantes du Koweït. Lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les Nations préfèrent le combat au statu quo. La sécurité internationale ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs.

c) ECCAR et ECAAR

La recherche d'une économie en paix ou de paix pose clairement la question du caractère belligère de l'économie ou au contraire de son influence pacifiante. Elle a été posée par deux associations d'économistes, créées ces dix dernières années, regroupant des professeurs de nationalités diverses. La première, l'IDEA (International Defence Economic Association), associée à l'International Economic Association, se propose une réflexion scientifique froide sur les phénomènes des conflits et de la sécurité internationale. La seconde, ECAAR (d'abord «Economists Against Arms Race» puis «Economists Allied for Arms Reduction»), née aux Etats-Unis, est plus engagée vers une recherche délibérée des processus conduisant à la réduction des efforts d'armement. Cette dernière Association comprend sept Prix Nobel d'Economie (Arrow, Klein, Leontief, Modigliani, Solow, Tinbergen et Tobin) et des économistes aussi réputés que Galbraith, Isard, Thurow, Heilbroner, Chatterji ou Schwartz comme trustees. Autant dire que les économistes du monde entier sont maintenant intéressés par cette nouvelle discipline traitant de l'économie de la sécurité internationale. Dans les textes français et anglais, plusieurs considérations communes soulignent les raisons de cet intérêt des économistes pour la paix.

Créé en 1992, par Yves Mainguy (auquel nous tenons à rendre un vibrant témoignage) et Jacques Fontanel, ECCAR (Economistes contre la course aux

armements) comprend un Comité d'Honneur prestigieux (et très oecuménique), présidé par Pierre Maillet, avec la présence de Claude Gruson (vice-Président), Henri Bartoli, Charles Bettelheim, Edmond Malinvaud, Claude Berthomieu, Jean-Jacques Laffont, Danièle Blondel, Denis Clerc, Wladimir Andreff et Philippe Herzog. Le Conseil d'Administration est présidé par Jacques Fontanel. Après un premier Colloque dans les prestigieux locaux de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, ECCAR organise à Brest, fin mai, un colloque sur la restructuration des industries d'armement, en présence des Professeurs Eisner, Modigliani (Prix Nobel, à confirmer), Malinvaud, Bartoli, Maillet, Willett, etc...

- D'un point de vue politique et économique, voire stratégique, le vieux clivage Est-Ouest paraît dépassé. Il n'empêche que les armes, notamment nucléaires, existent encore et qu'elles sont, à tout moment, susceptibles d'être utilisées. Il est donc urgent de profiter de cette absence de volonté de poursuite de la course aux armements pour engager les Etats dans la voie d'un réel désarmement. Pour ce faire, il faut que l'opinion publique, les responsables à tous les niveaux et de toutes les compétences témoignent de l'intérêt d'une procédure négociée et organisée du désarmement, donnant ainsi des arguments à ceux qui prônent la réduction des armes de destruction. Les économistes peuvent, en tant que tel, apporter leur contribution, en indiquant aux niveaux micro, méso et macro-économiques les conséquences d'un désarmement et les procédures ou décisions à engager pour éviter les effets externes indésirables.

- La paix est une conquête et un combat de tous les instants. Il est nécessaire de se donner les moyens de ne pas succomber à la tentation de la violence. Pour ce faire, il faut, autant que possible, réduire les causes de cette violence : injustices, inégalités, recherche de la puissance, etc... Les économistes ont probablement aussi des solutions à proposer, voire à promouvoir.

Les économistes ne peuvent pas trouver seuls les solutions à la résolution pacifique des conflits et à l'arrêt de la course aux armements. Cependant, dans leur domaine particulier de connaissance, ils peuvent contribuer à la fois à une meilleure compréhension des phénomènes de guerre ou des tensions armées et, en tant que citoyens, témoigner du coût excessif à long terme de la course aux armements. Il existe d'autres Associations non professionnelles dans lesquelles tout membre d'ECCAR peut évidemment, à titre personnel, adhérer. Cependant, la recherche de la paix implique des connaissances scientifiques, notamment dans le domaine économique, que les Associations à compétence particulière peuvent présenter, promouvoir ou développer. De nombreuses professions (scientifiques de l'environnement, médecins, juristes, philosophes) ont aussi formé des organisations cherchant à éviter la guerre, notamment les conflits nucléaires. Les économistes sont particulièrement qualifiés pour témoigner sur les effets négatifs à long terme des économies militarisées. Une importante littérature économique s'est développée qui tend à justifier, sur un plan

strictement économique, la production des armes ou la recherche d'effets de domination. La production des armes (nucléaires ou conventionnelles), même sans conflit, réduit le bien-être des hommes bien plus que l'inflation, les cycles ou le chômage. Or, si les économistes s'interrogent sur le fonctionnement immédiat de l'économie, ils négligent l'analyse des conséquences économiques et sociales de la course aux armements.

Les buts de l'association, présentés par Robert Schwartz, sont la promotion d'une meilleure compréhension et de meilleures relations amicales entre les Nations, les races et les couches sociales, la collaboration des économistes du monde entier pour trouver des solutions économiques à un désarmement durable et la création d'un système mondial (Nations Unies ou autres institutions internationales) susceptible de régler les conflits et d'éviter les guerres par la négociation, la médiation, l'arbitrage, les procédures juridiques.

L'Association propose des sujets de recherche qui méritent d'être abordés par les économistes, et notamment :

- Quels sont les coûts directs et indirects de l'armement en termes de ressources, travail, effort intellectuel et coûts d'opportunité ? Quelle est la part de la détérioration de l'environnement attribuée au secteur militaire ?
- Quelles sont les causes des dépenses militaires ? Sont-elles principalement stratégiques ou ont-elles aussi une signification économique ? Quelles sont les conditions qui permettraient un transfert des ressources militaires vers le secteur civil ? Quels sont les principaux problèmes de la conversion ?
- Quelles sont les conséquences de la course aux armements pour les pays du Tiers-Monde ? Quelle est l'importance de la course aux armements dans l'endettement des pays en voie de développement ?
- Comment la compétition économique et l'élargissement du développement peuvent-ils promouvoir la paix ? Quelle est la relation entre les inégalités internationales et les conflits ?
- Comment le marché commercial, les flux financiers et les transferts de technologie peuvent être développés en vue d'améliorer la coopération internationale et l'entente entre les peuples ?
- Comment peut-on appliquer la théorie économique - théorie des jeux, oligopoles, duopoles - à la résolution pacifique des conflits ? Sous quelles conditions les sanctions économiques sont-elles efficaces et quelles sont les actions appropriées pour renforcer le droit international ?
- A quel niveau les décisions doivent-elles être prises (individu, local, national ou global) pour tenir compte des externalités ?
- Quelle doit être l'analyse des économistes en matière stratégique ? Comment

prendre en compte les effets de domination, les rapports de force, les stocks d'armes disponibles (conventionnelles ou nucléaires) dans les analyses économiques des situations internationales ?

- Quels sont les fondements économiques d'un désarmement réussi ?

Des études ont été déjà engagées au titre d'ECCAR France, notamment une étude publiée par la Revue *Arès* (1994).

Actuellement, la relation entre désarmement et développement a fait l'objet de nombreuses études intéressantes. On ne peut que se féliciter de l'essor de ces études, même si chacun d'entre nous a le sentiment que le fondement de l'histoire des hommes échappe partiellement, à notre rationalité. Le paradis n'est plus sur terre. Faisons en sorte, en notre qualité d'économiste, que cette terre ne se transforme pas en enfer, celui de la guerre et de la misère.

Références

- Colard, Guilhaudis, Fontanel (1981) *Le désarmement pour le développement, un pari difficile*. Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Les Sept Epées, Stratégique, Paris.
- Fisher D. (1993), *Nonmilitary Aspects of Security. A Systems Approach*, UNIDIR, Dartmouth, Aldershot.
- Fontanel Jacques et Guilhaudis Jean-François, *Le désarmement pour le développement*, Arès; Grenoble, 1986.
- Fontanel Jacques (1990c) *L'économie du désarmement*, Stratégique, n°47, 3/90, Paris.
- Fontanel J. & Smith R. (1990) *The impact of strategy and measurement on models of French military expenditure*, *Defence Economics*, Vol. 1, n°4.
- Fontanel Jacques (1993) (sous la direction de), *Economistes de la paix* Presses Universitaires de Grenoble, ECO+, Grenoble.
- Fontanel J. & Ward M. (1993) *Military expenditures, armament and disarmament*, *Defence Economics*, Vol.4, n° 1.
- Fontanel (1994), *Economie et désarmement*, ARES Défense et Sécurité, Grenoble.
- Petris R. (1993) *Conversion of the arms industries*, Fondation pour le progrès de l'homme, Dossier pour un débat, Paris.
- Schmidt Christian (1987) *The Economics of Military Expenditures*. International Economic Association, Mac Millan Press, London.
- Schmidt C. and Blackaby F, eds (1987) *Peace, Defence and Economic Analysis*, International Economic Association, Mac Millan Press, London.
- SUR S. *Disarmament Agreements and Negotiations. The Economic Dimension*. UNIDIR, Dartmouth, Aldershot, 1991.
- UNIDIR (1987) *Désarmement-développement : au-delà des impasses, quelques suggestions pratiques*, UNIDIR, Geneva. UNIDIR/86/13.